

Exploiter l'esclavage : droits de l'homme et enjeux politiques

L'ESCLAVE existe dans le Soudan contemporain : il y a peut-être plus de dix mille êtres humains employés comme travailleurs captifs et considérés par leurs propriétaires et par eux-mêmes comme esclaves. Quelle que soit la définition de l'esclavage, il s'agit d'une violation flagrante des droits de l'homme. La relation entre ce phénomène et la politique gouvernementale est ambiguë. La résurgence de cette pratique est liée à la détérioration des conditions sociales et économiques dans l'Ouest rural du Soudan, combinée à la stratégie militaire du gouvernement visant d'autres fins. Cependant ce problème a sa propre logique et sa propre dynamique. Quelquefois, il a menacé d'obscurcir tous les autres problèmes, y compris des politiques extrémistes dont le gouvernement est directement responsable.

L'esclavage est un sujet complexe, où la réalité peut être voilée par des arguments émotionnels. Il irrigue très profondément la mémoire historique soudanaise, au Nord et au Sud. Le Soudan du XIX^e siècle était un État esclavagiste. Aujourd'hui il y a peu de faits attestés : le gouvernement soudanais doit encore autoriser une enquête indépendante sur les allégations d'esclavagisme et toutes les analyses ont été menées par des voies détournées, en rassemblant des fragments d'informations de sources différentes. Le débat actuel sur l'esclavage en apprend plus sur les visées des organisations humanitaires et politiques impliquées que sur le sort des malheureux esclaves.

Cet article s'intéresse à trois aspects : comment le gouvernement du Soudan a utilisé les milices qui sont impliquées dans l'asservissement des Sudistes ; comment les organisations internationales, au premier rang les structures chrétiennes militantes, se sont saisies de cette question et l'ont traitée ; et enfin comment les hommes politiques du Sud-Soudan l'ont eux-mêmes utilisée.

La stratégie des milices et l'asservissement

L'esclavage au Soudan réapparaît dans la période actuelle avec les razzias des milices au début de la guerre civile. L'essentiel du phénomène est concentré dans une zone relativement limitée : les milices issues des Arabes Baggara du Sud-Kordofan et du Sud-Darfour (pour l'essentiel des Misseriya et des Rizeigat) ont attaqué des villages dinka du Nord Bahr el-Ghazal, kidnappé des femmes et des enfants gardés depuis en captivité.

Les gouvernements successifs du Soudan ont utilisé les milices comme éléments d'une stratégie militaire contre l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan). Ces milices sont généralement appelées Murahilin (déformation de l'arabe *Marahil*, nomade). L'inébranlable soutien gouvernemental à ces Murahilin a été jusqu'à être complice de l'asservissement.

Les origines de cette guerre milicienne sont aujourd'hui bien connues. Ces groupes se sont développés à partir d'une combinaison de facteurs locaux (disputes non résolues, surtout sur les pâturages, entre Baggara et Dinka, limitation des opportunités économiques aiguës par la sécheresse et la famine de 1983-1985), et de choix politiques nationaux (besoin du gouvernement de mobiliser facilement des combattants supplémentaires pour protéger les installations pétrolières et combattre l'APLS sans risquer une conscription de masse politiquement très périlleuse).

De 1985 à 1989 les Murahilin ont organisé une série d'actions dévastatrices dans le nord du Bahr el-Ghazal, tuant des dizaines de milliers de Dinka, en déplaçant des centaines de milliers, volant peut-être l'essentiel du bétail de la région et raptant des milliers de femmes et d'enfants.

Les Murahilin furent mobilisés et armés par le président Nimeyri puis par le Conseil militaire transitoire entre 1985-1986. Durant la période suivante (1986-1989), l'importance de ce groupe s'accrut y compris politiquement. Les Baggara soutiennent le parti Umma qui obtint le plus important nombre de députés aux élections de 1986 et désigna le Premier ministre, Sadiq el-Mahdi. Son ministre de l'Intérieur, Mubarak al Fadl el-Mahdi, fut essentiel dans la consolidation de ces forces supplétives, alors que son cousin, Nasr el Din el Hadi el-Mahdi, auparavant dirigeant militaire des Ansar, noyau du parti Umma, durant la période d'opposition à Nimeyri, s'opposa à cette politique. Sadiq el-Mahdi proposa de les doter d'un statut légitime comme « Forces de défense populaire ». De manière croissante, des hommes politiques (notamment dans le Parti communiste, et l'Union des partis africains soudanais) voyaient ces Murahilin comme la milice d'un parti qui pourrait en théorie supplanter les Forces armées, avec une référence au règne

mahdiste dans les années 1880 et 1890. Le mémorandum des Forces armées de février 1989 exigeait d'ailleurs la dissolution des milices.

L'esclavage fut pour la première fois prouvé de façon claire en 1987 par deux enseignants de l'Université de Khartoum, Ushari Mahmoud et Suleiman Baldo (1) et fut alors débattu par la presse soudanaise (2). Les ministres, sur la défensive, réagirent en accusant Ushari Mahmoud et Bona Malwal (rédacteur en chef de *Sudan Times*) de diffamer leur pays : ils considéraient ces accusations comme déshonorantes pour l'ensemble de la société soudanaise (implicitement celle du Nord-Soudan). Les preuves de l'asservissement et d'autres abus perpétrés par les milices révélaient une facette de la sale guerre que le gouvernement menait et démontrait que ce dernier regardait le Sud comme une zone où la morale élémentaire n'avait plus cours. Alors que le gouvernement avait cessé de considérer les Dinka victimes des razzias comme des citoyens, il avait une attitude ambivalente vis-à-vis des Baggara. La réponse officieuse habituelle du gouvernement devant les allégations d'esclavagisme étaient : « Oui, cela se produit sans doute, mais que pouvez-vous attendre de ces nomades non civilisés ? » Les différents gouvernements n'avaient pas été capables de juguler les vestiges de l'esclavage dans cette région. En effet, les Anglais n'appliquèrent jamais de façon systématique le décret de 1898 émancipant les esclaves et, en 1985, de l'autre côté de la frontière au Tchad, le gouvernement reconnut la permanence de l'esclavage et son acceptation (3). Des dirigeants importants du parti Umma étaient également désireux de protéger leurs alliés au sein des milices. A cette époque, le débat sur l'esclavage ne dépassa pas les cercles de l'opposition libérale à Khartoum et des organisations des droits de l'homme. Tardivement, le gouvernement comprit que cette question ne disparaîtrait pas et qu'une enquête montrerait sans doute combien l'asservissement était une pratique « traditionnelle » au-delà du contrôle officiel ; le procureur général accepta une enquête internationale conduite par Anti-Slavery International (4).

L'existence des Murahilin n'empêcha pas le coup d'État mili-

(1) U. Mahmoud et S. Baldo, *El Dien Massacre and Slavery in the Sudan*, Khartoum, s.e., 1987.

(2) Par exemple, « Escaped Girl Arrives in Khartoum to Tell her Story », *Sudan Times*, 10 septembre 1987 et d'autres articles les 20 septembre 1987, 21 janvier 1988, 18 février 1988, 9 mai 1988, 9 octobre 1988 et 30 avril 1989. Voir aussi A. Whittaker, « Slavery in Sudan », *The Reporter* (Anti-Slavery Society), 1988, 13 (4) pp. 64-71 et T. Horwitz, « Dinka Tribes

Made Slaves in Sudan's Civil war », *Wall Street Journal*, 11 avril 1989.

(3) H. Temperly, « New World Slavery, Old World Slavery » in M.L. Bush (ed.), *Serfdom and Slavery : Studies in legal bondage*, Londres, Longman, 1996, p. 146.

(4) La plus ancienne organisation de droits de l'homme dans le monde, fondée dans les années 1830 comme Anti-Slavery Society. L'enquête avorta à cause du coup d'État de juin 1989.

taire de juin 1989. Son dirigeant, Omar al-Beshir, avait servi à El-Muglad au Kordofan, l'un des principaux centres miliciens. En quelques mois, ces milices ont été cooptées par le FNI (Front national islamique), ce qui fut formalisé par la promulgation de la loi sur la défense populaire en octobre 1989. De nombreux dirigeants de l'Umma très liés aux milices, notamment un dirigeant d'antan du groupe parlementaire, Hireka Izz el Din, rejoignirent le gouvernement du FNI. En février 1990, Mubarak al-Fadl, alors en exil et dans l'opposition, appela les Murahilin à se soulever contre le gouvernement : cela n'eut aucun effet.

Les razzias décreurent au début des années 90 à cause de facteurs militaires locaux : l'APLS commençait à représenter une menace militaire. Si les risques augmentaient, les profits espérés diminuaient simplement parce que les zones les plus accessibles du Bahr el-Ghazal avaient été complètement dévastées. Du coup, les milices étaient plus disposées à accepter des trêves avec leurs voisins sudistes. Entre 1990 et 1993, quelques accords permettant l'accès aux pâturages furent signés, des routes commerciales ouvertes et des cessez-le-feu respectés. Tout cela permit une réduction notable de l'asservissement. A partir de 1994, la volonté gouvernementale de déstabiliser le Nord Bahr el-Ghazal en utilisant le commandant dissident du APLS, Kerubino Kuanyin, entraîna une augmentation des opérations militaires et des attaques des Murahilin et, donc, le rapt de captifs et d'esclaves. Cependant, la grande majorité des cas confirmés d'asservissement datent des années 80.

Les milices baggara demeurent une portion significative des forces militaires du gouvernement. Dans les dernières années il y a eu de nombreux appels des dirigeants du parti Umma pour qu'elles rejoignent l'opposition armée au régime. Conserver leur loyauté est donc essentiel pour le gouvernement, ce qui implique de fermer les yeux sur leurs nombreuses activités illégales, notamment sur le rapt et l'asservissement.

Le bétail est au centre de l'économie de la razzia : des centaines de milliers de têtes de bétail sont arrivées ainsi sur les marchés du Nord-Soudan et leur vente a enrichi les miliciens et les intermédiaires. Mais un autre élément contribua également à l'asservissement. A la fin des années 80, il y avait un déficit grave de main-d'œuvre dans l'ouest du Soudan, avec une demande jamais connue de travailleurs agricoles, surtout au moment des récoltes, les années de bonnes pluies.

La forme d'esclavage qui s'est développée dans l'ouest du Soudan durant la dernière décennie ne ressemble ni à l'asservissement des plantations en Amérique, ni à l'exportation commerciale sur une grande échelle des esclaves entreprise par des aventuriers ou des marchands comme Zubeir Rahma et Rabih Fadlallah dans le

Soudan du XIX^e siècle. Elle ne relève pas non plus d'une politique officielle. Le comportement social des communautés esclavagistes est difficile à établir, mais il est certain qu'il n'y pas de consensus en faveur de l'esclavage. Des responsables locaux et des magistrats, spécialement au Darfour, ont coopéré pour libérer les esclaves grâce aux tribunaux (sans cependant poursuivre leurs propriétaires). Les esclaves sont invisibles dans la société et leur propriété est clandestine. Il n'y a pas de groupes spécialisés dans cette activité, pas d'entravement des captifs, pas de ventes aux enchères et il n'y a pas de preuve d'une vente de ces esclaves à d'autres pays. Cela ne veut pas dire que des cas individuels de tels abus ne se soient pas produits. Quelques esclaves sont passés d'un maître à un autre contre paiement mais une transaction monétaire ne signifie pas en soi l'existence d'un marché. Il existe des cas individuels de mutilation, de marquage au fer, de castration et quelques allégations d'exportation. Mais les esclaves ne sont pas en général coupés de leur communauté d'origine : beaucoup y sont retournés au terme de négociations.

L'esclavage actuel est un amalgame de différentes pratiques. Une femme ou un enfant kidnappés lors d'une razzia peuvent ne pas avoir de statut précis pendant longtemps. Ils sont d'abord des captifs, puis des travailleurs forcés. Mais savoir s'ils sont à terme otages ou esclaves dépend de paramètres imprévisibles. L'esclavage contemporain ressemble un peu à la prise d'otage dans les guerres inter-communautaires traditionnelles : les captifs sont enlevés et gardés pour la durée des hostilités. Cela évoque également l'esclavage domestique : les raptés, seuls ou en petit nombre, sont employés dans une maison pour y faire du travail domestique, des travaux au champ ou surveiller les animaux. Ils sont traités comme des inférieurs, exploités et souvent maltraités physiquement ou sexuellement. Cela peut aussi ressembler à un contrat d'apprentissage gagé par le travail : des familles dinka, menacées par la famine, préfèrent louer leurs enfants à des Baggara sur la base d'un contrat oral assurant à leur progéniture le gîte et le couvert pour une certaine période (souvent ce contrat est rompu et les enfants ne sont pas renvoyés chez leurs parents). C'est de l'esclavage à petite échelle.

Des défenseurs du gouvernement soudanais ont affirmé que ces différences rendent caduque l'usage du terme « esclave » (5). Mais il y a un argument fort qui milite contre cette position : l'idiome de l'esclavage du XIX^e siècle reste employé. L'histoire fournit des références pour comprendre la signification locale de l'asservissement actuel, pour les propriétaires et leurs captifs. Le terme

(5) D. Hoile, « Sudan, Propaganda and Distorsion : Allegations of Slavery and Slavery Related Practices », *The Sudan Foundation*, Londres, mars 1997.

pour les expéditions des milices, *ghazwa*, est le même que celui employé pour les razzias esclavagistes d'antan et les participants se comparent avec leurs ancêtres. Le terme *abid*, esclave, est d'un usage commun. Une petite ville du Sud-Darfour s'appelle Abou Matarig (« Père de l'enclume ») à cause de l'entravement qui s'y faisait au XIX^e siècle. Les souvenirs historiques rendent ce phénomène contemporain socialement et culturellement signifiant, et donc d'autant plus angoissant pour les victimes et les Sud-Soudanais en général. Les esclaves croient qu'ils sont des esclaves, les villages du Bahr el-Ghazal craignent d'être asservis et les propriétaires d'esclaves savent très bien ce qu'ils font.

Cet esclavage à petite échelle dans la région baggara se situe dans un contexte plus global d'exploitation, d'oppression et de transformation des Soudanais noirs. Cela est surtout dû à la politique du gouvernement. D'autres aspects reflètent le racisme latent dans la société nord-soudanaise (repérable à l'usage du terme *abid* pour signifier Sudiste ou Soudanais noir plus généralement) et la « soudanisation » du pays : le processus d'intégration sociale, culturelle et économique des communautés marginalisées (6). Une des questions soulevées est le travail semi-forcé : le besoin de l'agriculture commerciale du Centre-Soudan en travailleurs qui ne bénéficient pas des droits intégraux de la citoyenneté. Les Nouba déplacés et les Sudistes répondent à ce besoin économique, jusqu'alors rempli par les Fellata d'Afrique occidentale, les Soudanais de l'ouest, les réfugiés éthiopiens et érythréens. Un second élément est la création de « camps de la paix » comme mesure contre-insurrectionnelle autour des villes de garnison, dans les monts Nouba et le Nil bleu. La population a été déplacée de force et installée dans des villages militaires où beaucoup sont employés dans des fermes comme travailleurs intermittents ou domestiques en percevant des salaires symboliques. Un troisième aspect est le changement identitaire à travers l'enseignement islamique par la Da'wa (7) et la planification sociale islamiste (8). L'activité missionnaire islamiste renforce la politique sociale qui vise à former une nouvelle génération islamisée et un recrutement de masse pour les Forces de défense populaire. Quelques-uns des enfants amenés aux *khalwa* (écoles coraniques) dirigées par le gouvernement ou les organisations missionnaires islamistes sont des nécessiteux, d'autres sont enlevés à leur famille. De nombreuses décisions du FNI sont mises en œuvre de façon décentralisée : responsables ou

(6) P. Doornbos, « On Becoming Sudanese », in T. Barnett et A. Abdelkarim, *Sudan : State, Capital and Transformation*, Londres, Croom Helm, 1987.

(7) Voir l'article de J. Bellion-Jourdan dans ce dossier.

(8) *African Rights, Food and Power in Sudan : A Critique of humanitarianism*, Londres, mai 1997, chapitre 9.

organisations sont encouragés à faire preuve d'initiatives, dès lors que ces dernières s'inscrivent dans la philosophie globale de la politique. Des millions de Soudanais sont concernés par l'établissement de ce système social, politique et économique. Dans ce contexte, les propriétaires d'esclaves peuvent croire que la politique officielle donne un soutien implicite à leurs pratiques.

Il est important d'ajouter que l'APLS, pour sa part, a également utilisé le travail forcé, notamment des porteurs civils et des captifs ou des enfants qui avaient migré vers les camps de réfugiés en Éthiopie dans les années 80.

Les programmes des chrétiens militants

Depuis 1995, l'esclavage au Soudan est devenu une controverse internationale. Les raisons ne reposent pas sur de nouvelles informations (même s'il y en a), ni sur un accroissement de l'asservissement – ce phénomène est aujourd'hui certainement à un niveau plus bas que dans les années 80 – mais sur les intérêts d'organisations étrangères. Aux États-Unis, cela devint manifeste après la visite de Louis Farrakhan, dirigeant de la Nation of Islam, au Soudan où il dénonça les allégations sur l'esclavage. Les nombreux critiques américains de Farrakhan voulaient montrer la fausseté de ses thèses pour endiguer les sympathies dont il jouissait parmi les Afro-Américains. Ils utilisèrent donc l'accusation d'esclavagisme. Louis Farrakhan dénonça avec fureur ses opposants, en affirmant qu'ils étaient les véritables esclaves. L'esclavage devint ainsi le thème d'une guerre par procuration entre adversaires politiques aux États-Unis.

Deux journalistes du *Baltimore Sun*, G. Lewthwaite et G. Kane, relevèrent le défi de Farrakhan et partirent pour le Soudan avec l'intention de prouver leur affirmation en achetant des esclaves sur un marché. Avec beaucoup de publicité, ils payèrent chacun 500 dollars pour racheter un esclave au marché de Manyiel, contrôlé par l'APLS dans le Bahr el-Ghazal : CQFD. Pourtant, un examen superficiel de cet épisode révèle que ce n'est pas ce qu'il semble. Non seulement, les esclaves libérés furent curieusement hésitants à raconter leur histoire personnelle mais les circonstances de la transaction suggèrent qu'il ne s'agissait pas d'un véritable marché aux esclaves. L'APLS n'aurait pas toléré des marchands d'esclaves ou l'existence d'un tel marché sur son territoire. Un véritable marché aux esclaves aurait consisté à vendre des êtres humains au plus offrant : les enfants rachetés par les journalistes furent ramenés là, seulement pour être remis à leur famille ou à leur représentant. C'était plutôt une libération d'otage.

La grande majorité des captifs, otages et esclaves, a été relâchée grâce à l'intervention de parents, après paiement d'une indemnité. Ce n'est donc pas un prix de marché, c'est une compensation symbolique. Il y a plusieurs comités de recherche basés à Khartoum, avec des réseaux de parents et d'autres collaborateurs basés dans l'Ouest soudanais. Lorsque des enfants doivent être ramenés individuellement dans leur village d'origine au Bahr el-Ghazal, les frais peuvent être plus élevés. Le paiement de 500 dollars par les journalistes suggère donc que l'intermédiaire a profité d'une opportunité peu banale. Un moyen d'obtenir la libération se fait par des négociations intertribales. A la fin 1995, 674 esclaves furent renvoyés à leurs familles après une conférence Dinka-Rizeigat, comme part d'un accord sur la limitation des hostilités et l'octroi d'accès à des pâturages : de modestes indemnités furent payées pour le prix du voyage des enfants.

Pour Lewthwaite et Kane, le simple fait qu'une personne puisse être échangée pour de l'argent est la preuve de l'esclavage. L'analyse plus prudente qui figure dans leurs propres articles (par exemple, leur évaluation relativement modeste du nombre d'esclaves) a été négligée dans le débat américain qui identifie souvent l'esclavage au Soudan à une reproduction plus ou moins directe de l'expérience des Afro-Américains.

De manière similaire, certaines organisations, notamment chrétiennes militantes, se sont emparées de la question de l'esclavage. Il existe une longue association historique entre le christianisme évangélique et l'abolitionnisme, y compris au Soudan, où le général Gordon était à la fois un fervent chrétien et un abolitionniste déterminé. Pour des chrétiens militants, l'esclavage est un problème où fusionnent une mémoire historique (dans ce cas, particulièrement en Angleterre), un enthousiasme croissant sur le potentiel chrétien au Sud-Soudan et un moyen efficace d'attirer publicité et financement.

L'intérêt renaissant pour le Soudan de la part des Églises étrangères date d'environ 1989, lorsque l'Opération Lifeline Sudan (OLS) ouvrit le Sud aux opérations humanitaires et lorsque l'APLS reconnut les Églises comme un acteur potentiellement important. Jusqu'à cette époque, le Sud-Soudan avait été très isolé, les zones urbaines étaient contrôlées par un gouvernement hostile et les campagnes par une APLS procommunisme et anticléricale, qui avait l'habitude de kidnapper les prêtres étrangers. Lorsque les missionnaires étrangers y retournèrent, ils constatèrent la croissance extraordinaire du nombre de chrétiens durant leur absence. En 1982, dans le diocèse de Bor il n'y avait que 18 petites églises anglicanes. En 1991, elles étaient 120 avec 73 prêtres ordonnés. Les baptêmes et les confirmations de masse sont la norme : l'évêque Nathaniel Garang confirma 10 000 personnes au camp de réfugiés de Ka-

kuma au Kenya en juillet 1993 (9). Certains groupes évangéliques prétendent que le Sud-Soudan est à 80 % chrétien, ce qui représenterait la croissance la plus forte au monde d'une Église (10). Les zones où ce développement a été le plus spectaculaire sont celles où des pasteurs protestants ont interprété avec souplesse les enseignements de l'Église pour répondre aux besoins de la population. Par exemple, l'archidiacre Abraham Mayon disait avoir 594 églises sous son autorité en mars 1995 et décrivait explicitement la manière dont il adaptait le christianisme aux pratiques culturelles existantes. Un autre anglican, le révérend Paul Kuon, développa une théologie encore plus inhabituelle, interprétant les versets bibliques au Soudan et appelant ses disciples à créer une nouvelle Sion dans le Sud. Il leur demandait de se libérer des totems diaboliques de la religion traditionnelle dinka et d'adopter un christianisme millénariste. Paul Kuon fut tué par les troupes gouvernementales en 1994 pour avoir publiquement prédit la capture de la garnison de Rumbek par l'APLS. D'autres Églises, notamment catholique romaine, ont cherché à maintenir leurs règles pour le baptême mais ont néanmoins gagné de nouveaux convertis.

La fourniture d'une aide matérielle par les Églises et les organisations qui leur sont associées a permis de développer le christianisme et la confiance des populations dans les religieux. Instruction et nourriture sont devenues centrales dans leur travail. L'APLS l'a reconnu et a accordé une autonomie considérable au CENS (Conseil des Églises du nouveau Soudan), bien que la cohabitation n'ait pas toujours été aisée. Des membres de la direction de l'APLS ont préféré voir le CENS comme « l'aile spirituelle du Mouvement », même si l'anticléricalisme d'antan a encore quelques partisans.

Bien que la lutte de l'APLS bénéficie d'une grande sympathie en Europe et aux États-Unis, peu d'organisations internationales sont disposées à lui manifester une solidarité concrète. Une des raisons en est que la composante militaire de la guerre a été essentielle au point que ce mouvement a négligé de mettre en place un programme social dans les zones qu'il contrôle. Une autre explication est que les Nations unies, à travers l'OLS, ont joué un rôle clef dans l'intervention des organisations internationales. L'OLS est formellement neutre, transparente vis-à-vis du gouvernement soudanais et guidée par une approche technocratique, ce qui empêche des organisations de travailler avec l'APLS. Très peu d'organisations étrangères (comme Norwegian People's Aid) ont travaillé directement avec l'APLS, en dehors de l'OLS.

(9) Chiffres donnés par M. Nikkel, *Dinka Christianity*, doctorat non publié, université d'Édimbourg, 1994.

(10) P. Hammond, *Faith under Fire in Sudan*, Newlands, Afrique du Sud, Frontline Fellowship, 1996, p. 7.

L'absence d'organisations de solidarité a créé un espace pour les organisations chrétiennes militantes. Parmi elles, il faut citer CSI (Christian Solidarity International) et Frontline Fellowship basée en Afrique du Sud. D'une certaine manière, ces chrétiens constituent l'image inversée de la *jihad* du FNI. La lettre d'information de Frontline Fellowship décoré par une gravure romantique de Richard Cœur-de-Lion a publié un article sur « Le défi des croisés ». Ce groupe récuse tout soutien à une guerre sainte mais déclare qu'« il y a beaucoup à apprendre de la foi qui inspira de telles entreprises » (11). Cette organisation décrit l'APLS comme des « forces chrétiennes » et l'armée soudanaise comme une « armée musulmane » (12).

CSI a une approche plus sophistiquée et met l'accent sur sa sympathie pour les partis nordistes d'opposition de l'AND (Alliance nationale démocratique). En particulier, CSI a félicité Mubarak el Fadl et, dans un épisode plein d'ironie, l'a transporté dans des zones du Bahr el-Ghazal dévastées par les milices baggara et présenté aux journalistes étrangers comme un démocrate soudanais. CSI a été active dans la dénonciation des mauvais traitements commis par le gouvernement et des souffrances de la population : ce que son engagement perd en recherche détaillée, il le gagne en véhémence.

Cela a été très apprécié par les Sudistes, qui pensent que l'ampleur de leur misère et la justice élémentaire de leur cause requièrent un soutien appuyé, et qui croient également que l'Occident chrétien n'a guère été aussi engagé en faveur de leur cause que ne l'a été le monde musulman vis-à-vis du FNI. Un responsable civil déclarait dans le Bahr el-Ghazal : « *Le christianisme est nécessaire pour tenir bon face aux civilisations envahissantes. Il y a un sentiment intrinsèque qu'il y a quelque chose d'autre que l'islam* » (13).

Les activités de ces groupes fondamentalistes chrétiens ne sont pas réellement la contrepartie de la Da'wa du FNI. Même si elles sont souvent extrémistes, elles ne sont pas basées sur une philosophie sociale englobante. C'est une propagande réactionnaire au sens premier du terme : leur traitement de la question de l'esclavage en donne une illustration.

Ces organisations considèrent l'esclavage comme un élément central de la politique gouvernementale. Frontline Fellowship prétend que « *des dizaines de milliers de chrétiens, hommes, femmes et enfants, ont été kidnappés et vendus comme esclaves aux soldats gouvernementaux* » (14). CSI affirme que « *les troupes gouvernementales et les milices arabes mènent régulièrement des razzias contre les commu-*

(11) *Frontline Fellowship News*, n° 1, 1995, p. 5.

(12) Hammond, 1996, p. 51.

(13) Cité dans *African Rights*, « Great

Expectations ? », 1995, p. 39.

(14) « Slave Raiders Return », *Frontline Fellowship News*, n° 3, 1996, p. 7.

nautés africaines pour des esclaves et autre butin » (15). Ce groupe utilise le terme « razzias esclavagistes », faisant penser que tel est le but de la politique du gouvernement et que tous les captifs sont automatiquement des esclaves. Ces deux organisations ont également prétendu qu'il y avait asservissement à une large échelle dans les monts Nouba, ce qui est contesté par les militants nouba des droits de l'homme (16).

CSI a le projet de racheter les esclaves sur les marchés contrôlés par l'APLS (le rachat par Lewthwaite et Kane a été arrangé grâce à CSI). Il est facile de voir comment cette initiative peut être manipulée par des commerçants et des responsables locaux et pourrait même motiver des rapt d'enfants pour obtenir une rançon. Cela pourrait également faire monter les prix et affaiblir les activités bien plus importantes, mais plus discrètes, des comités soudanais qui cherchent à récupérer les esclaves au Nord.

Les raisons pour lesquelles des chrétiens fondamentalistes se concentrent sur l'esclavage sont aisées à comprendre. Il est beaucoup plus facile de parler de cela que de la planification sociale islamique, des déplacements induits par la contre-insurrection et des taux de salaire dérisoires. C'est un raccourci simple pour susciter publicité et financement, et un geste de solidarité pour mobiliser la profonde blessure des Sudistes née de leur expérience historique de l'asservissement.

Programmes sudistes

Quelques Sud-Soudanais ont aussi exploité ce problème à des fins personnelles ou politiques. Des organisations internationales dotées de financements ayant accès aux médias s'intéressant à l'esclavage, argent et publicité peuvent profiter à ceux qui coopèrent avec elles. Ainsi Bona Malwal, aujourd'hui en exil et rédacteur en chef de *Sudan Democratic Gazette*, a donné une tribune à CSI et a mis l'accent de façon répétée sur l'esclavage. Seule exception, son silence tout diplomatique lorsqu'il voyagea avec Mubarak el Fadl, soulignant les vertus démocratiques de l'ancien ministre.

La direction de l'APLS est mieux informée. Cependant, lors d'une visite aux États-Unis, John Garang fit une forte déclaration sur l'esclavage, qui aurait pu être préparée par CSI : « *L'actuel régime fondamentaliste à Khartoum utilise l'esclavage comme l'un des moyens d'une politique explicite visant à détruire les dimensions africai-*

(15) CSI (The baroness Cox and John Eibner), *Evidence on Violations of Human rights in Sudan*, document soumis à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Genève, avril 1996, p. 9.

(16) « What is Slavery », *NAFIR : the Newsletter of the Nuba Mountains*, octobre 1995.

nes et non musulmanes de l'identité soudanaise. Les razzias d'esclaves au Nord Bahr el-Ghazal et dans les monts Nouba sont conduites par l'armée gouvernementale et ses forces supplétives. Les hommes et les vieilles femmes sont tués. Plus d'un million de personnes ont été tuées de cette manière ces dix dernières années. Les garçons, les filles et les jeunes femmes sont enchaînés pour être emmenés au Nord et y être vendus... Nous savons que plusieurs centaines d'esclaves ont été exportés vers d'autres pays... » (17). Sans nul doute, John Garang en sait bien plus, mais il sait aussi ce que son public veut entendre.

Plus généralement, le discours sur l'esclavage contemporain au Soudan est devenu partie intégrante de l'affirmation identitaire de beaucoup de Sudistes. C'est une caricature des relations Nord-Sud avec un référent historique puissant. C'est une manière d'appuyer leur demande de séparation avec le Nord. Un argument souvent entendu est que si un Nord-Soudanais peut asservir un Sudiste, comment les deux peuvent-ils être citoyens d'un même pays. Mais faire du problème sud-soudanais l'otage d'une seule question est dangereux pour l'APLS. Si certaines des déclarations les plus exagérées sur l'asservissement étaient réfutées, cela ne pourrait que nuire à ce mouvement.

L'esclavage masque plus sérieusement les autres problèmes sociaux et politiques que le mouvement de J. Garang doit aborder : ce thème est une arme contre le gouvernement, pas un moyen de construire un « Nouveau Soudan ». De plus, si l'AND arrive au pouvoir, l'APLS trouvera difficilement une manière de concilier ses déclarations sur l'esclavage et son engagement en faveur d'un « Nouveau Soudan » uni gouverné par une coalition qui inclura des hommes politiques de l'Oumma qui seront certainement embarrassés par une enquête publique sur l'esclavage. Les analystes pensent que le traitement de la question de l'esclavage s'est imposé à l'APLS sans qu'elle ne réfléchisse par elle-même à ses véritables enjeux.

Alex de Waal
African Rights, Londres

(17) Déclaration du dirigeant de l'APLS sur l'esclavage au Soudan, *Sudan Democratic Gazette*, août 1996, p. 3.